



POLITIQUE

L'obsession internationale d'Anne Hidalgo

La maire de Paris, qui a construit des réseaux à l'étranger, aimerait les utiliser pour la suite de sa carrière.

RICHARD FLURIN rflurin@lefigaro.fr

MUNICIPALES Depuis qu'elle a pris les manettes de la première ville de France, il y a quasiment dix ans, Anne Hidalgo a les yeux tournés vers l'étranger. Son poste, évidemment, l'exige. «*Paris est une ville internationale*», aime-t-elle à répéter. Son prédécesseur, Bertrand Delanoë, dont elle fut la première adjointe pendant treize ans, avait déjà cultivé la dimension internationale de Paris. Même l'opposition municipale, pourtant très remontée contre l'élue, reconnaît volontiers que le statut de «ville-monde» de la capitale oblige son dirigeant à entretenir des relations étroites au-delà des frontières de l'Hexagone. Reste que la première édile y met un soin tout particulier et que jamais maire de Paris n'avait été aussi engagé sur ces questions.

Après avoir fait de la COP de Paris, en 2015, un tremplin pour sa réputation à l'international, Anne Hidalgo a pris dès 2016 la présidence du Cities Climate Leadership Group (C40 Cities), un puissant réseau de 100 métropoles mondiales créé en 2005 pour lutter contre le réchauffement climatique. Elle exercera cette fonction pendant quatre ans, avant de poursuivre son engagement au sein du C40 à d'autres postes-clés - elle a

récemment été élue vice-présidente du comité directeur. Ces fonctions s'ajoutent à la présidence de l'Association internationale des maires francophones (AIMF), qu'elle occupe sans discontinuer depuis 2014. Sans compter la candidature victorieuse de Paris 2024, qu'elle a portée auprès du Comité international olympique après pourtant avoir longtemps été hostile aux JO. En 2014 pendant sa campagne des municipales, elle jugeait que «*les Jeux coûtaient cher, et que des Jeux dispendieux n'étaient pas d'actualité*». Les temps ont bien changé. «*Elle veut projeter dans le monde l'image d'un Paris complètement révolutionnaire*», indique Aurélien Véron, porte-parole du groupe d'opposition de droite au conseil municipal.

«Nomination aux Nations unies»

Reste que, à force de se démultiplier à l'étranger, Anne Hidalgo a fini par recevoir des honneurs dont peu d'hommes et de femmes politiques en France peuvent se targuer. Outre une apparition dans le célèbre classement des 100 personnalités les plus influentes au monde de *Time Magazine* après sa réélection, en 2020, la maire de Paris a reçu le mois dernier le prestigieux prix des «visionnaires du développement urbain» de [l'Urban Land](#)

[Institute](#), un réseau international de 39 000 membres, très influent dans le secteur immobilier. Mais, comme le souligne l'adage, nul n'est prophète en son pays. Alors qu'elle pensait pouvoir compter sur ce

plébiscite international pour incarner une offre politique convaincante lors de la dernière élection présidentielle, elle a essuyé le camouflet que l'on sait en ne recueillant 1,75 % des suffrages.

Son penchant pour l'international alimente les rumeurs sur les suites de sa carrière. «*On entend parfois parler de l'hypothèse d'une nomination aux Nations unies ou dans une autre grande organisation internationale après la mairie*», confesse un conseiller municipal, sans trop y croire. Les mauvaises relations d'Anne Hidalgo avec le chef de l'État offrent peu de garanties sur un soutien présidentiel pourtant précieux à une éventuelle nomination. La récente polémique sur son niveau d'anglais, après son discours à la COP28 de Dubaï, n'arrange rien à l'affaire. Mais, surtout, Anne Hidalgo n'exclut plus d'être à nouveau candidate à la mairie de Paris en 2026.

Si elle veut rembrayer dans deux ans, la maire de Paris devra se justifier sur ses nombreux déplacements loin de la capitale, qui irritent le Conseil de Paris. À l'ins-





tar de son voyage controversé à l'automne en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française. Le vingtième déplacement depuis 2020, selon un décompte de l'opposition. « Ces voyages ne servent qu'à vanter son action, jamais à chercher de l'inspiration », juge Aurélien Véron, qui cite l'« exemple caricatural » des déclarations ahurissantes d'Anne Hidalgo à Bruxelles en 2022 sur l'importance d'un plan vélo pour la reconstruction de... Kiev bombardée. De quoi soulever un tollé. ■



PATRICK KOVARIK/AFP

Anne Hidalgo, en octobre 2017, lors de sa présidence à la tête du C40 Cities.

